

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

PTP : Obama récolte des appuis avant la cérémonie de signatures

Le président des États-Unis Barack Obama a profité de la plateforme de son discours sur l'état de l'Union du 12 janvier dernier pour presser les législateurs américains et diverses entreprises – des groupes technologiques aux producteurs agricoles – à appuyer l'accord du Partenariat transpacifique (PTP) aussi rapidement que possible. Il souhaite augmenter le soutien et obtenir des appuis additionnels avant la signature du PTP, qui doit avoir lieu le 4 février à Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Le président Obama affirme que le PTP est le meilleur moyen d'ouvrir les marchés, de protéger les travailleurs américains et de protéger l'environnement tout en faisant progresser le leadership américain en Asie.

« Il lève 18 000 taxes sur des produits fabriqués en Amérique, ce qui fera en sorte de soutenir plus de bons emplois ici en Amérique », a indiqué M. Obama aux législateurs. « Avec le PTP, ce n'est pas la Chine qui établit les règles dans cette région, c'est nous. Vous voulez montrer notre force en ce nouveau siècle? Approuvez cet accord. Donnez-nous les outils pour le mettre en application. C'est la bonne chose à faire. »

Le 13 janvier, le représentant pour le commerce des États-Unis, Michael Froman, a utilisé la même stratégie lors de son discours au Woodrow Wilson Center, qui portait principalement sur le PTP. Dans son discours, M. Froman a présenté les bienfaits économiques et stratégiques de l'accord et l'importance de ne pas repousser ces avantages alors que les concurrents des États-Unis sont en train de négocier leurs propres accords, lesquels désavantageraient les entreprises et les travailleurs américains.

« Le texte complet de l'accord a été rendu public il y a plus de deux mois maintenant, et jour après jour, alors que plus d'Américains l'explorent en détail, les circonstances deviennent de plus en plus propices à son approbation », a poursuivi M. Froman en citant les appuis qui s'étendent de la Chambre de commerce des États-Unis à la National Association of Manufacturers, à la National Small Business Association et à l'American Farm Bureau en passant par les experts américains en politique étrangère et en sécurité nationale, qui décrivent le PTP comme un « impératif stratégique ».

Si le PTP échoue, les États-Unis perdront des marchés cruciaux, tout en s'embarquant dans un « nivellement vers le bas, sans protection solide en matière de travail et d'environnement, sans disciplines quant aux sociétés d'État, sans règles pour conserver l'accessibilité et la gratuité d'Internet, et sans protection pour nos innovateurs. »

Les 12 pays du PTP – l'Australie, le Brunei Darussalam, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les États-Unis et le Vietnam – ont conclu les négociations sur les 30 chapitres de l'accord le 5 octobre 2015 à Atlanta. Le texte a été diffusé le 5 novembre 2015 et inclut de nombreuses annexes et lettres d'accompagnement bilatérales.

Après la cérémonie de signatures du 4 février en Nouvelle-Zélande, il incombera au parlement de chaque pays de ratifier le texte. « L'accord entrera en vigueur d'ici deux ans si tous les signataires originaux indiquent avoir complété leurs processus internes, ou après deux ans et trois mois si au moins six d'entre eux, incluant les États-Unis et le Japon et plusieurs autres grands pays, l'ont fait », a indiqué Jane Kelshey,

professeure à l'Université d'Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Historique de l'APTP (accord du Partenariat transpacifique)

- Mars 2010 : Première ronde de négociations à Melbourne, en Australie
- Août 2013 : Réunion informelle intersession et des négociateurs en chef
- Août 2013 : Dernier cycle officiel de négociations et forum des intervenants, Brunei Darussalam
- Novembre 2013 : Conférence ministérielle, Singapour
- Mai 2014 : Conférence ministérielle, Singapour
- Octobre 2014 : Conférence ministérielle, Sydney, Australie
- Juillet 2015 : Conférence ministérielle, Maui, États-Unis
- Octobre 2015 : Accord sur les modalités, Atlanta, États-Unis
- Novembre 2015 : Publication du texte final de l'APTP, assujetti à des vérifications juridiques
- Avril 2016 : L'APTP sera prêt à être signé par toutes les parties
- Avril 2016 : L'APTP pourra entrer en vigueur lorsque tous auront indiqué avoir complété leurs processus internes
- Avril 2018 : L'APTP pourra entrer en vigueur si la majorité des pays, dont les principaux, ont complété leurs processus

(Source : professeure Jane Kelsey, *Expert Paper # 1 The TPPA: Treaty Making, Parliamentary Democracy, Regulatory Sovereignty & the Rule of Law*)

OMC : Quelle est la suite après Nairobi?

À la suite de l'entente conclue sur la concurrence à l'exportation lors de la 10^e Conférence ministérielle tenue à Nairobi en décembre dernier, le débat

concernant ce qu'il faut faire avec le reste du Programme de Doha pour le développement (PDD) est sur le point de reprendre cette semaine à Davos, en Suisse, alors que les pays clés de l'OMC se rencontrent en marge du Forum économique mondial (FEM) qui a lieu du 20 au 23 janvier 2016.

Les représentants officiels à Genève, en Suisse, ne s'attendent pas à voir des indications claires surgir de cette première séance de remue-méninges, aux dires d'un délégué, mais ils pourront au moins tracer les grandes lignes du débat à tenir à Genève à la suite de la mini réunion ministérielle de Davos qui doit avoir lieu le dernier jour du FEM.

Le représentant pour le commerce des États-Unis, Michael Froman, qui doit participer à la réunion accompagné de son sous-représentant et ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, Michael Punke, souhaite que les Membres prennent part à une discussion honnête et axée sur les limites du cadre d'action du PDD. Il avait souligné au Kenya que la réussite de la CM10 était le début d'une nouvelle phase dans l'évolution de l'OMC, laquelle donnera aux Membres la liberté d'envisager de nouvelles approches pour s'attaquer aux enjeux non résolus et de commencer à se pencher sur de nouvelles questions.

Une source de l'OMC affirme qu'il y a peu de chances que les Membres de l'OMC abordent de nouveaux enjeux avant que soient conclus ceux qui sont déjà sur la table de négociation. Cependant, il semble y avoir un intérêt envers de nouvelles approches, par exemple les accords plurilatéraux, même si ceux-ci comportent aussi des complications possibles. Tout cela reviendra à la manière dont les pays négocieront avec les « pays difficiles » (c'est-à-dire la Chine et l'Inde).

Jusqu'à présent, le président du Groupe de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur Vitalis, n'a pas encore distribué d'horaire concernant la reprise des pourparlers dans son groupe. Cependant, des rumeurs circulent déjà selon lesquelles les États-Unis refuseront de poursuivre ces séances de négociations, étant donné leur demande de mettre en place une nouvelle approche.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonduncanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada